

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MARCEL TORTI

L'aide internationale aux pays « en voie de développement »

Journal de la société statistique de Paris, tome 103 (1962), p. 249-269

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1962__103__249_0

© Société de statistique de Paris, 1962, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV

L'AIDE INTERNATIONALE AUX PAYS « EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT »

1. — L'importance globale et relative de l'aide financière accordée aux pays « en voie de développement » par les pays plus développés est un sujet de recherche qui ne saurait laisser indifférents ceux qui ont été, ou peuvent être appelés à participer à l'œuvre d'assistance technique, ainsi que les « financiers » des États donateurs, quelque peu effarés par le torrent de milliards qu'ils sont requis de répandre à la surface de la terre.

2. — La documentation la plus récente qui soit accessible sur cette très difficile question se trouve principalement réunie dans diverses publications de l'ex O. E. C. E. aujourd'hui O. C. D. E. (1) : elles indiquent les chiffres relatifs à l'aide financière accordée depuis 1956, et même depuis 1950, jusqu'en 1960, voire jusqu'en 1961, par dix-sept pays qualifiés d'industrialisés. Ces « dix-sept » ne sont pas exactement les dix-huit membres de l'ancienne O. E. C. E. et leurs deux « associés », États-Unis et Canada, qui maintenant forment les « vingt » de la nouvelle O. C. D. E. En réalité les « dix-sept » sont les « vingt » moins l'Espagne, la Grèce, l'Islande et la Turquie, plus le Japon qui d'ailleurs ne fait point partie de l'O. C. D. E. Les « dix-sept pays industrialisés » selon l'O. C. D. E. incluent donc l'Irlande, mais aux fins de la présente étude il ne sera pas tenu compte de ce pays en raison de son très faible apport à l'aide financière internationale, de sorte que les « dix-sept » se réduiront ci-après à *seize*, savoir les « six » de la Communauté Économique Européenne (C. E. E.) plus les « sept » de la Zone de Libre Échange (E. F. T. A.), plus les États-Unis, le Canada et le Japon.

Pour l'analyse des exportations, mais seulement pour cette analyse, il sera tenu compte aussi de trois autres pays, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Union Sud-Africaine, dont le commerce avec le Tiers-Monde n'est pas négligeable.

Au total les « seize » industrialisés, plus ces trois pays groupaient tout près du cinquième de la population mondiale (2) sur près du quart des terres occupées (3).

(1) a) *Moyens financiers mis à la disposition des pays en voie de développement économique 1956-59*, O. E. C. E., avril 1961.

b) *Les moyens financiers mis à la disposition des pays en voie de développement économique en 1960*, O. C. D. E., février 1962.

c) *Résolutions du C. A. D.* lors de sa dix-huitième réunion tenue à Paris, les 25 et 26 juillet 1962.

d) *Les politiques et les efforts d'aide au développement en 1961*, O. C. D. E. Septembre 1962.

Le C. A. D. (Comité d'Aide au Développement) est un organisme de l'O. C. D. E. qui groupe les gouvernements de l'Allemagne (fédérale), de la Belgique, du Canada, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et la Commission de la C. E. E. Il est placé sous la présidence d'un diplomate des États-Unis.

(2) Voir le tableau I en annexe.

(3) Non compris les régions polaires.

3. — La documentation de l'O. C. D. E. donne aussi d'importants renseignements sur l'aide financière *effectivement versée* par le bloc sino-soviétique, c'est à-dire par les « sept satellites » de l'Europe orientale, l'U. R. S. S., la Chine populaire, la Mongolie extérieure, le Vietnam du Nord et la Corée du Nord. Au total le bloc sino-soviétique réunit *le tiers* environ de la population mondiale (1) sur le quart environ des terres occupées (2), de sorte que la documentation réunie et publiée par l'O. C. D. E. récapitule au total l'aide accordée par environ la moitié de l'humanité à l'autre moitié.

4. — Cette autre moitié est ainsi définie par l'O. C. D. E. : « *tous les pays du monde sauf...* » ceux qui viennent d'être énumérés ainsi que la Finlande et l'Irlande. L'O. C. D. E. a publié une liste de tous les pays et territoires de ce Tiers-Monde *non* soviétique, qui est en fait le Demi-Monde, car en 1960, il groupait au total plus de 1 400 millions d'êtres humains, dont d'immenses multitudes vivent encore sous l'empire de l'antique et sinistre « Fille de la Nuit, la Faim du Monde » (3).

5. — La documentation sur l'Aide Financière Internationale est « tirée des réponses des pays membres de l'O. C. D. E. à un questionnaire qui leur avait été adressé (4)... Dans certains cas le secrétariat a procédé à des ajustements des statistiques reçues pour qu'elles soient mieux comparables... Toutes les opérations sont, autant que possible, exprimées sur la base des *versements effectifs* (des pays donateurs). L'aide accordée pour des dépenses de *caractère militaire* a été *exclue*, ainsi que les *crédits à court terme*, tels que les transactions avec le Fonds Monétaire International et les prêts à échéance d'un an ou moins (5) ».

6. — Naturellement l'O. C. D. E. s'est bien gardée de déterminer si le *montant total de l'aide est suffisant* ou si la *répartition* des ressources entre les différents bénéficiaires est satisfaisante; elle ne vise pas non plus à évaluer *l'incidence* des diverses formes de contributions sur le développement économique (6). Ce sont pourtant des questions qui ne pourront être encore longtemps éludées, de même que d'autres concernant la répartition des charges entre les pays donateurs, et l'incidence sur leur propre développement et leur propre balance des comptes de l'aide qu'ils apportent aux pays sous-développés, et qu'en fait ils leur *donnent* en grande partie.

7. — Pour bien saisir et poser les problèmes de l'aide internationale il faut toujours garder présents à l'esprit quelques faits très simples et très connus, quoique souvent oubliés, notamment la superficie et la population des pays intéressés, ainsi que les principales caractéristiques du commerce international avec les pays en voie de développement. Il a donc paru nécessaire de les rappeler sommairement, dans une première partie, avant d'étudier, d'après les statistiques de l'O. C. D. E., la masse globale et la répartition de l'aide financière proprement dite, puis les particularités de l'aide sino-soviétique.

(1) Voir le tableau I en annexe.

(2) Non compris les régions polaires.

(3) Cf. Michel CEPÉDE, *La Faim Occulte*, in *Le Courrier de l'UNESCO*, juillet-août 1962 « ... c'est bien là qu'est le scandale qu'il est vain de vouloir cacher : dans un monde capable de bien nourrir trente-cinq milliards d'humains et qui n'en compte que trois, deux au moins souffrent de la « Faim ».

(4) O. C. D. E. op. cit. (a) p. 133.

(5) O. C. D. E. op. cit. (b) p. 8.

(6) O. C. D. E. op. cit. (b) p. 7.

I. — LES « DIX-NEUF », LE BLOC SINO-SOVIÉTIQUE ET LE DEMI-MONDE NON SOVIÉTIQUE

8. — Les tableaux I et II résument les superficies, populations et exportations des pays donateurs, groupés d'après les « blocs », « zones » ou « communautés » dont ils relèvent en droit ou en fait. Les populations du « Tiers-Monde » *non* soviétique, dans la mesure où elles sont connues, sont aussi récapitulées, mais beaucoup plus sommairement, dans la troisième partie du tableau I.

A. Superficies et populations.

9. — Le tableau I rappelle, regroupe et compare les superficies, populations et densités des « dix-neuf » pays industrialisés, ainsi que les « douze » du bloc sino-soviétique.

10. — Le premier fait qui est ainsi mis en évidence est l'extrême petitesse de l'Europe. La Communauté Européenne (C. E. E.), moins étendue que l'Union Sud-Africaine, n'occupe même pas le huitième de la superficie du Canada, de la Chine populaire ou des États-Unis, et à peine le vingtième de l'immense territoire de l'Union Soviétique. La Zone de Libre Échange (E. F. T. A., c'est-à-dire Exchange Free Trade Area), d'environ cent mille kilomètres carrés plus étendue, ne fait pas meilleur poids. Les deux territoires réunis n'arrivent pas au tiers de l'Australie, dépassent à peine le quart du Canada, de la Chine ou des États-Unis, et atteignent tout juste le dixième de l'U. R. S. S., sans compter que le territoire de deux « grands » États de l'Europe occidentale, le Royaume-Uni et l'Allemagne fédérale, n'égalent même pas chacun celui de la Nouvelle-Zélande ou de la Norvège. En fait le territoire de la Communauté Européenne (1) comme celui de la zone de Libre Échange sont assez comparables chacun à celui de l'Europe satellisée de l'Est, c'est-à-dire au territoire de l'Europe soviétique *moins* l'U. R. S. S. Bref l'Europe occidentale ou satellisée, manque dangereusement d'espace alors que, par exemple, le Commonwealth Blanc est pratiquement vide.

11. — Un autre fait, très important, c'est que le désavantage de l'Europe est beaucoup moins marqué en ce qui concerne les effectifs.

La Communauté d'Europe et la Zone de Libre Échange groupaient ensemble près de 260 millions d'êtres humains en 1960, c'est-à-dire *plus* que l'immense Russie, *plus* que les États-Unis, même augmentés par la pensée du Commonwealth Blanc (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande). Les treize états de la C. E. E. et de l'E. F. T. A., augmentés de trois pays occidentaux insuffisamment développés (Espagne, Grèce, Turquie) *surpassaient par la population* les quinze républiques de l'U. R. S. S. augmentées des sept « satellites » européens.

La seule Communauté Économique Européenne, avec quelque cent soixante-dix millions d'habitants, à peine moins peuplée que les États-Unis, surpassait notablement par le nombre la Zone de Libre Échange et le Commonwealth Blanc réunis, et, sans égaler l'effectif de l'U. R. S. S., sa population en représentait néanmoins environ 80 %.

12. — La colonne du tableau I, relative aux densités de population, illustre le fait le plus décisif et aussi le plus mystérieux du développement comparé des nations. Il apparaît que les six pays de la « Communauté » et les sept de la « Zone » sont parvenus, et *eux seuls*,

(1) Les Anglo-Saxons, ennemis des initiales françaises, persistent à désigner la C. E. E. par le sigle E. E. C. (European Economic Community).

à porter dans l'ensemble plus de *cent* personnes par kilomètre carré à un très haut degré de développement intellectuel et matériel (1), c'est-à-dire alliant un très grand progrès technique à un très haut niveau de vie. *Ce fait est jusqu'à présent unique dans l'histoire comme il reste unique de notre temps.*

Les États-Unis sont, en un certain sens, assez loin de compte puisqu'ils n'offrent les avantages du développement intellectuel et technique — mais de niveau très élevé — qu'à moins de vingt habitants au kilomètre carré. Imaginons un instant le désarroi, l'angoisse de l'administration des États-Unis si, sur un territoire où vivent seulement quelque 180 millions d'habitants, quoiqu'il soit pratiquement de même étendue que celui de la Chine populaire, les Américains se voyaient tout soudain obligés, comme les Chinois, de nourrir *cinq cents* millions d'êtres humains *de plus*, ou même *huit cents* millions *de plus* ce qui correspondrait à la densité moyenne de la « Communauté » et de la « Zone ».

L'U. R. S. S., le Commonwealth Blanc et la Chine Populaire se situent bons derniers dans cette sorte de classification au « développement spécifique » : l'U. R. S. S. ne parvient à offrir un développement assez médiocre qu'à moins de dix Russes, ou assimilés, par kilomètre carré; et le Commonwealth Blanc, sur d'immenses territoires à peu près vides, n'assure un développement, très élevé il est vrai, qu'à deux habitants au kilomètre carré, ou moins. Et que dire de la Chine Populaire qui n'arrive pas à simplement *nourrir* soixante-dix habitants par kilomètre carré!

13. — Les « treize » d'Europe occidentale détiennent donc un secret, et proposent au reste du monde une énigme et un défi. C'est pourquoi ils entendent gronder au loin les immenses multitudes affamées du « Tiers-Monde » qui exigent âprement le mot de l'énigme pour relever enfin l'intolérable défi.

La difficulté pour le Sphinx d'Occident c'est qu'il ignore son propre secret, la cause et l'essence de son génie et de son élan. Il ne peut donc les communiquer à personne. Et d'ailleurs, à supposer qu'il se connût parfaitement lui-même, où trouverait-il des esprits préparés à pénétrer jusqu'au cœur de son mystère?

A défaut cependant de l'essentiel, incommunicable, l'Occident ne répugne pas à guider des hommes et des enfants de toutes couleurs, ses adversaires de demain, dans ses chantiers, ses écoles, ses livres et ses idées vers le mot des énigmes accessoires : c'est l'Assistance Technique. Et semblable à beaucoup de riches dont l'âme n'est pas véritablement dans leurs richesses — et l'âme de l'Occident n'est sûrement pas là — il ne refuse pas de prêter à bon compte et même de *donner* amplement de ses biens, négligeant au besoin les insultes qu'il considère comme un malheur et un effet du sous-développement. Les prêts et les dons forment l'Aide Financière Internationale, ou plutôt ce que l'on nomme maintenant ainsi, car de tout temps il a existé une autre aide internationale, mais réciproque, le commerce international (2).

(1) Il y a évidemment des « bavures » : le Mezzogiorno, Pujade, etc.

(2) Cf. G. SKOROV, *l'Aide de l'U. R. S. S. aux pays sous-développés* in *Tiers-Monde* (octobre-décembre 1960) : ... On peut objecter que l'aide est une chose et le commerce une autre... mais dans certaines conditions le commerce peut, lui aussi, être une aide.

Les spécialistes qui étudient les problèmes des pays sous-développés connaissent l'immense importance du commerce extérieur pour ces pays... l'économie de la majorité des pays produisant des matières premières les attache littéralement au marché mondial. La baisse des prix des matières premières pendant les crises économiques... conduit les pays sous-développés au seuil de la catastrophe.

Par ailleurs, à l'issue de sa dixième réunion, le C. A. D. a publié diverses résolutions dont la suivante qui confirme purement et simplement les vues exprimées par l'expert soviétique : « (j) Les membres du Comité devraient attacher une grande importance aux rapports existant entre les échanges commerciaux et l'aide ».

A noter que, parmi les huit vice-premiers ministres nommés en novembre dernier par M. Kroutchev, l'un d'eux, M. Lesechko, est chargé à la fois de l'aide à l'étranger et du commerce extérieur.

B. *Le commerce International vers les pays en voie de développement*

14. — Le commerce international est la forme traditionnelle, toujours bien vivante, de la coopération économique internationale, et toujours la meilleure puisqu'elle s'ajuste et tend à s'ajuster aux désirs et aux rêves de tous les hommes du monde sans blesser la dignité d'aucun. Notre civilisation est née du commerce international d'il y a quatre mille ans, lorsque l'Occident lointain sut accueillir sur ses rives inconnues, dans ses brumes, au fond de son âme, Europe, fille de Phénicie, aimée d'un Dieu.

15. — Si le commerce international suffisait encore, comme autrefois, à pourvoir normalement à la croissance des nations arriérées, il ne serait pas nécessaire de prévoir en supplément une aide quelconque. L'Aide Financière Internationale détaillée dans les statistiques de l'O. C. D. E. est, en réalité, le substitut et le complément d'un commerce international jugé inadéquat par l'ardente impatience des multitudes sous-développées. Bref l'Aide internationale transpose sur la scène du monde la pratique des subventions publiques à l'intérieur de chaque État : c'est donc une nouvelle preuve, visible par toute la terre, de l'incapacité du libéralisme économique pur à résoudre seul les problèmes réels de notre temps.

16. — Mais, pour inadéquat qu'il paraisse, le commerce international existe, et il est même fort important. Ce serait donc présenter un tableau tronqué de l'Aide internationale aux pays « en voie de développement » que d'en retrancher la meilleure part, celle qui n'est ressentie par aucun comme une « aide », parce qu'elle est une aide *réciproque*, un *échange* de biens et services complémentaires.

17. — Le tableau II résume (1) pour 1960 et 1961 le montant et la destination des exportations en provenance des « seize », de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Union Sud-Africaine et du bloc sino-soviétique. Il s'agit des exportations « free on board », c'est-à-dire non compris le fret et l'assurance des marchandises exportées. Ces exportations correspondent au « commerce spécial » des statistiques internationales, c'est-à-dire à l'exportation des marchandises fabriquées ou transformées plus ou moins dans le pays exportateur, à l'exclusion des marchandises simplement en transit.

18. — Les deux premières lignes du tableau II rappellent le montant des exportations, globales et par tête, de chaque pays ou groupe de pays.

Ces chiffres devraient normalement détruire d'absurdes légendes comme celle du « nouveau péril jaune, la redoutable concurrence japonaise ». En fait la France, à elle seule, exporte en valeur 70 % de *plus* que le Japon, et comme notre population est moitié moindre, il est clair que chaque Français exporte en moyenne trois à quatre fois plus que le malheureux « Japonais moyen », pourtant acculé à l'option de vendre ou de mourir. Chaque habitant de la Communauté, chaque ressortissant de l'E. F. T. A. vend respectivement en moyenne, à l'*extérieur* de sa communauté ou de sa zone, près de trois ou quatre fois plus que le Japonais moyen, et notablement plus que l'Américain moyen.

Le tableau II montre aussi que la Communauté Économique Européenne, abstraction faite des exportations réciproques des six associés les uns vers les autres, exportait au total vers l'extérieur, en 1961, environ 20,4 milliards de dollars, à quoi il faut ajouter environ

(1) D'après le *Bulletin mensuel de statistique des Nations Unies*, juin 1962.

0,2 milliard, qui n'apparaissent pas dans les statistiques, en provenance de l'Allemagne fédérale vers l'Allemagne de l'Est. Les exportations de la Communauté d'Europe vers le reste du monde *égalaient* donc à très peu près, en 1961, celles des États-Unis, ce qui signifie qu'elles les *dépasseront* sans doute en 1962 : le dépassement est très probablement en cours si ce n'est déjà fait.

19. — Les dernières lignes du tableau II indiquent les « reliquats à destination des autres pays » : c'est-à-dire à destination principalement des pays sous-développés *et* de quelques petits pays plus développés comme la Finlande, l'Irlande et Israël, qui n'introduisent évidemment pas une grande marge d'erreur. Bref, on peut dire que les reliquats de la dernière ligne du tableau II indiquent, en gros, le total des exportations du « monde libre développé » *et* du bloc sino-soviétique à destination du Tiers-Monde *non* soviétique.

Le petit tableau ci-après récapitule, en millions de dollars des États-Unis, ces exportations vers les pays « en voie de développement », en les distinguant selon qu'elles proviennent :

	Années	
	1960	1961
— de la Communauté d'Europe (C. E. E.)	8 375	8 655
— de la zone de Libre Échange (E. F. T. A.)	5 655	5 900
— de l'Australie, Nouvelle-Zélande et Union Sud-Africaine	857	858
— du Canada	463	511
— des États-Unis	8 806	9 159
— du Japon	2 116	2 327
— des « dix-neuf » (total)	26 272	27 410
— du bloc sino-soviétique	1 916	?
Total général	28 188	?

Il apparaît donc que les pays du Tiers-Monde *non* soviétique ont obtenu en 1960 du commerce international environ vingt-huit milliards de dollars d'investissements matériels, de produits et services divers, et probablement plus de vingt-neuf milliards en 1961.

20. — Plusieurs faits sont particulièrement à relever.

Tout d'abord l'apport du « monde libre » dans le commerce avec le Tiers-Monde est massivement prédominant : les exportations du bloc sino-soviétique vers les pays *non* soviétiques « en voie de développement » restent négligeables dans l'ensemble.

Il faut noter aussi que les exportations des dix-neuf États « développés » du « monde libre » vers les pays sous-développés, quoique quatorze à quinze fois supérieures à celles du bloc sino-soviétique, ne forment cependant que le *tiers* environ de leurs exportations totales : cela signifie que les « dix-neuf » qui groupent moins de six cents millions d'habitants, échangent entre eux les *deux tiers* de leurs exportations et n'en destinent qu'un seul tiers aux quatorze cents millions d'hommes « en instance de développement ». Il est à première vue bien évident que c'est trop peu pour assurer au « Tiers-Monde » une croissance « normale », c'est-à-dire aussi rapide que l'exige l'ardente impatience de multitudes excédées de misère.

Mais après tout, si les « dix-neuf » n'avaient pas vendu, en 1960, pour plus de vingt-six milliards, et en 1961, pour plus de vingt-sept milliards de dollars de biens et services divers aux pays « en voie de développement », *ceux-ci ne les auraient pas obtenus du tout* et spécialement pas du bloc sino-soviétique qui n'a pu leur vendre au total que six à sept pour cent de ce qui leur manquait. De plus les pays acheteurs n'ont pu s'acquitter, au moins en grande

partie, qu'en vendant à leur tour aux « dix-neuf » les produits qu'ils avaient cultivés, extraits ou même fabriqués chez eux, c'est-à-dire en définitive *en vendant leur travail*, ce qui est pour eux d'importance vitale. Malheureusement ils n'en vendent pas assez, ou plus exactement ils ne le vendent pas assez cher, et c'est bien là tout le nœud de leur drame.

21. — Le petit tableau à double entrée ci-après, qui résume et complète le tableau II en annexe, prouve que la balance commerciale du « Tiers-Monde » avec les « dix-neuf » est fortement déséquilibrée.

Groupes de pays exportateurs	Total mondial (1) des exportations f. o. b. (milliards de dollars USA)		Répartition par destinations des exportations mondiales f.o.b. (milliards de dollars)					
			vers les dix-neuf		vers le bloc sino-soviétique		vers les autres pays (Tiers Monde)	
	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961
Les « dix-neuf »	81,9	84,6	58,1	56,3	2,5	2,7	26,3	27,4
Le bloc sino-soviétique	15,0	15,6	2,3	2,5	10,8	?	1,9	?
Autres pays (2) (Tiers Monde non soviétique)	30,6	31,0	21,5	21,7	1,7	1,8	7,4	7,0
Total	127,5	133,0	76,9	80,5	15,0	?	35,6	?

(1) D'après le *Bulletin Mensuel de Statistique des Nations Unies*, juin 1962.

(2) Il s'agit principalement des pays du « Tiers Monde et de quelques petits pays plus développés, notamment la Finlande, l'Irlande, l'Islande, Israël.

Alors que les « dix-neuf » exportaient vers le « Tiers-Monde », en 1960 et 1961, quelque 26 et 27 milliards de dollars de services, produits manufacturés et biens d'équipement, ils n'ont acheté que jusqu'à concurrence de 21 et 22 milliards les denrées et matières premières du « Tiers-Monde », de sorte que la balance commerciale de celui-ci avec les « dix-neuf » est déficitaire, en apparence, de quatre à cinq milliards de dollars. Mais le déséquilibre est en réalité plus grave encore car les chiffres du tableau concernent les exportations f.o.b. (free on board) des « dix-neuf », c'est-à-dire *non compris* les frais de transport et d'assurance des marchandises exportées. La *moyenne* de ces frais pour l'ensemble du monde est de 5 % mais les pays sous-développés sont, en cela comme toujours, du très mauvais côté de la moyenne, de sorte que ces frais accroissent leur déficit commercial peut-être de moitié. Et ce n'est pas tout car, outre le déficit de la balance commerciale, la balance des comptes du « Tiers-Monde » supporte aussi le poids des dettes envers les « dix-neuf », dettes qu'il faut bien rembourser un peu chaque année et dont il faut payer les intérêts. Bref, il n'est pas exclu que le montant global de l'Aide Financière Internationale serve finalement tout juste à compenser le déficit de la balance des comptes du « Tiers-Monde », c'est-à-dire que si cette Aide n'avait pas existé, les pays sous-développés auraient dû renoncer au tiers environ des biens et services qu'ils ont obtenus des « dix-neuf ».

22. — Il est donc très malheureux que les exportations normales des pays sous développés vers les « dix-neuf » n'aient pu être accrues à peu près de moitié, du moins en valeur, car cela aurait suffi pour rendre sans doute inutile en grande partie (1) l'Aide Financière Internationale telle que recensée par l'O. C. D. E. : en 1960 et en 1961 cette aide se montait au total à quelque huit et neuf milliards de dollars, soit moins de la moitié des exportations vers les « dix-neuf » des pays qu'ils veulent aider.

(1) Sauf la part, relativement minime, destinée à l'assistance technique proprement dite.

II. — L'AIDE FINANCIÈRE INTERNATIONALE EN GROS ET EN DÉTAIL

23.— Le tableau III ci-après récapitule, en milliards de dollars, depuis 1950 jusqu'à 1961 inclusivement, l'aide globale fournie par le « monde libre » et par le « bloc sino-soviétique », telle que définie au paragraphe 5, c'est-à-dire qu'il s'agit des sommes effectivement versées, en monnaie et marchandises, par les pays donateurs, et non pas des crédits d'engagement, c'est-à-dire des promesses. Sont exclues les dépenses de caractère militaire et les prêts à moins d'un an. Les pays donateurs sont les « six » de la Communauté d'Europe, les « sept » de l'E. F. T. A., le Canada, les États-Unis, le Japon, et, du côté sino-soviétique, les sept « satellites » de l'Europe orientale, l'U. R. S. S. et la Chine populaire.

A. L'aide globale

24. — On observera que depuis 1950 inclusivement jusqu'en 1955 inclusivement, en *six ans* donc, les seize pays « industrialisés » ont apporté aux pays en voie de développement une aide totale effectivement versée d'environ vingt et un milliards de dollars, *non compris* l'aide militaire proprement dite, *non compris* les prêts à moins d'un an. Et pendant les six années suivantes, de 1956 à 1961, ils ont fourni plus du *double*, soit quarante-cinq milliards de dollars entièrement versés.

Au total pendant les douze années, de 1950 à 1961, les seize ont donc répandu sur le demi-monde non soviétique la somme véritablement énorme de soixante-six milliards de dollars, soit trente-trois mille milliards d'anciens francs, c'est-à-dire *plus* que le total de leurs exportations pendant les deux années 1960 et 1961 vers les pays en voie de développement, *plus* que le revenu national du Royaume-Uni en 1960, *plus* même que le revenu national pendant la même année de la France et du Bénélux ensemble.

25. — Il faut bien noter, de plus, que, pendant les douze années sous revue, cette aide n'a pas été seulement prêtée : pour près de 40 % de son total elle a été purement et simplement *donnée*, c'est-à-dire que sur soixante-six milliards de dollars, vingt-six milliards ont été *donnés*. Or vingt six milliards forment tout justement, en douze ans, un total égal aux exportations globales des « dix-neuf » vers le « Demi-Monde » pendant les douze mois de 1960. On voit donc une fois de plus qu'un très léger accroissement en valeur du commerce normal vers les « seize » des pays en instance de développement suffiraient à rendre inutiles tous ces dons, énormes pour ceux qui donnent, souvent odieux à ceux qui reçoivent, et dans l'ensemble d'une efficacité douteuse.

26. — Enfin il convient de remarquer que l'Aide financière des « seize », qui a déjà doublé depuis 1950, continue à croître à un rythme plus rapide encore. Outre l'aide « normale », les « clubs d'aide », les « consortiums », les « fonds », les « alliances » et les « associations » ne cessent d'éclorre sans compter de nouveaux États aux exigences insondables.

L'*Alliance pour le Progrès* du Président Kennedy a été inaugurée en 1961 au bénéfice des pays de l'Amérique Latine membres de l'Organisation des États Américains (O. E. A.). Ceux des « occidentaux » qui ne sont point membres de l'Organisation n'avaient pas été préalablement consultés, mais ils se voient maintenant informés du coût de cette grande entreprise, soit au bas mot quelque vingt milliards de dollars (dix mille milliards d'anciens francs), dont ils sont supposés fournir la moitié, et pour commencer un milliard de dollars en 1963.

L'Organisation des Nations Unies médite, à l'occasion de la « décennie pour le développement », d'instituer un *impôt sur le revenu des nations*, du moins sur le revenu des nations d'Occident, au taux initial de *un pour cent l'an* : l'Assemblée Générale de l'O. N. U., où l'Occident est en minorité, obtiendrait ainsi les moyens financiers, et par conséquent la puissance politique, qui lui font actuellement défaut. A noter que cet impôt chargerait notre budget d'une dépense annuelle de quelque 250 milliards d'anciens francs.

L'*Association Internationale pour le Développement*, l'ex A. I. D., devenue maintenant I. D. A. pour éviter des initiales françaises, a été fondée en 1960 par la Banque Internationale pour le Développement (B. I. R. D. ou I. B. R. D.) avec une dotation initiale d'environ un milliard de dollars, supposée suffisante pour cinq ans. Mais M. Eugène Black, Président de la B. I. R. D., a fait connaître en septembre dernier que cette dotation serait épuisée vers le milieu de 1963, et qu'il convenait de prévoir un supplément de 500 millions de dollars (250 milliards d'anciens francs).

Les Nations Unies étudient en outre un projet de *Banque Africaine de Développement* qui implique nécessairement de nouveaux apports financiers à la charge des nations d'Occident, et spécialement d'Europe.

Trente et une nations se sont engagées auprès de la *F. A. O. (Food and Agriculture Organisation)* des Nations Unies à verser 86 millions de dollars soit quarante-trois milliards d'anciens francs pour lutter contre la « faim du monde » : vu l'immensité du fléau il est assez clair que ces quatre-vingt six millions doivent rester sans effet appréciable à moins qu'ils ne forment l'avant garde d'une longue procession de milliards.

Un « club d'aide à l'Inde » (1) qui a fourni 1 295 millions de dollars de *crédits* à ce pays en 1961-62, prévoit 1 070 millions pour 1962-63, et, détail particulièrement piquant, notre pays participe au club à raison de soixante millions de dollars. Le Portugal cependant ne figure pas dans ce club. Le reste de l'E. F. T. A. et la Communauté d'Europe fourniront au total 874 millions de dollars, la B. I. R. D. (dont le capital est européen à concurrence de presque la moitié) contribuera pour 450 millions, les États-Unis pour 980 millions, le Canada pour 61 millions, et le Japon pour 105. A noter que l'Inde a déjà reçu, depuis 1950, au titre de l'Aide Internationale un total de *crédits* d'environ neuf milliards de dollars, fournis à raison des neuf dixièmes par l'Occident et d'un dixième par le « bloc » soviétique, non compris bien entendu la Chine Populaire (2).

27. — On annonce d'autre part que l'O. C. D. E. vient de créer deux consortiums pour venir en aide, l'un à la Grèce, l'autre à la Turquie. Les projets financiers de ces deux consortiums ne sont pas encore divulgués : l'un, celui concernant la Grèce, sera présidé

(1) Dont le siège est à Washington.

La presse (par exemple *Le Monde* du 5 août 62) publie en outre une information selon laquelle les États-Unis, la France et l'Angleterre « se disputeraient l'honneur et le désavantage » de construire en Inde une centrale atomique estimée (pour commencer) à quelque cinquante milliards d'anciens francs. L'Inde laisse entendre paraît-il qu'elle ne peut payer cinquante milliards en devises (et le Club?) et qu'elle acceptera le projet du pays disposé à lui en « avancer » le coût. Il semble que les États-Unis, ne reculant devant aucun sacrifice, soient sur le point de l'emporter. L'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (A. E. I. A. ou I. A. E. A.) proteste contre cette initiative américaine qui la priverait de l'une de ses fonctions essentielles.

L'anecdote prouve surtout que les États occidentaux sont tellement incapables de coordonner une politique d'aide qu'ils en viennent à contrecarrer et court-circuiter une institution internationale qu'ils ont eux-mêmes fondée pour dispenser l'aide atomique.

(2) On imagine assez la déconvenue, la rage, la fureur des Chinois en voyant les soviétiques « gaspiller » en Inde près d'un milliard de dollars d'une aide dont la Chine a si cruellement besoin pour elle-même. A noter que les *crédits* soviétiques en Inde représentent le *quart* de l'aide totale accordée depuis 1955 par l'U. R. S. S. et ses satellites européens aux pays *non* soviétiques.

par un diplomate américain, qui préside déjà le C. A. D.; l'autre, celui qui doit aider la Turquie, est placé sous la présidence d'un ancien ministre de l'Allemagne fédérale.

Enfin il est dès à présent bien certain que l'aide *donnée* (c'est le mot exact) au Fonds de Développement Européen va être notablement accrue pendant le prochain lustre : elle passera de 581 millions au total pendant la période 1958-62 à 800 millions de dollars pendant la période 1963-67. Notre pays pourvoit à peu près au tiers du financement de ce fonds, qui est principalement destiné à favoriser l'équipement de l'Afrique (1).

28. — Tout cela ne laisse pas prévoir une réduction de l'aide apportée par les « seize » — dont la France — ni même une stabilisation. Au contraire il faut s'attendre à l'accroissement de l'Aide financière internationale, et surtout à son *accélération*.

Il n'est donc que plus intéressant d'analyser avec quelque détail la part globale et relative des principaux États dans cette énorme charge.

B. Les « quatre grands » de l'aide internationale

29. — Le tableau III met en évidence un fait capital : pendant toute la période 1956-61, donc pendant les six dernières années, *quatre* États, et quatre seulement, ont supporté tout l'essentiel de la charge de l'Aide financière internationale au Tiers-Monde *non* soviétique, c'est-à-dire à la moitié du monde. Les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne fédérale ont fourni ensemble trente-huit à trente-neuf milliards de dollars soit tout près de 85 % de l'aide financière totale, tandis que tous les autres états du « Monde Libre », et les sept « états satellites », et l'U. R. S. S. et la Chine, bref tous les autres ensemble, *y compris* le Commonwealth Blanc, n'en ont pas fourni le sixième.

30. — Autre fait à noter tout particulièrement : le fardeau qui reposait ainsi sur les « quatre » était très inégalement réparti entre eux. En 1961 chaque Français a *versé* en moyenne 30,7 dollars, chaque Américain 25,2 dollars, chaque Anglais 16,3 dollars et chaque Allemand 14,6 dollars. Les écarts étaient encore bien plus spectaculaires en ce qui concerne la part de l'aide qui a été *donnée* et non pas prêtée ou investie. Alors qu'en 1961 chaque Français a *donné* en moyenne 19,1 dollars *effectivement versés*, c'est-à-dire les deux tiers de l'aide totale de la France, chaque Américain a *donné* à peine quatorze dollars; quant à l'Anglais moyen, il n'a *donné* que 4,8 dollars; et notre voisin et associé allemand, modeste comme un myosotis moyen, s'est contenté de 3 dollars : encore s'agit-il pour la plus grande part de « réparations et indemnités ».

Les écarts sont encore bien pires quand on rapporte l'aide versée par chacun des quatre à son revenu national « aux coûts des facteurs » : en 1960, alors que les « quatre » fournissaient en moyenne 1,12 % de leur revenu national net et les États-Unis notablement moins (0,9 %), les trois autres versaient beaucoup plus : l'Allemagne 1,2 %, l'Angleterre 1,5 %, et la France, quant à elle, atteignait la proportion tout à fait inquiétante de *trois* pour cent, c'est-à-dire plus de trois fois plus que les États-Unis. Le fait est d'autant plus

(1) On peut encore relever d'autres faits récents qui vont tous dans le même sens.

M. Sékou Touré ayant déclaré, au début d'octobre, qu'il était prêt à recevoir une délégation française, notre gouvernement lui en a donc envoyé une dès la mi-novembre pour « engager des négociations économiques », soutenues de loin par un communiqué ironique de l'agence Tass. D'autres négociations, « monétaires » celles-là, sont en cours avec le Mali. Il n'est pas difficile de prévoir que ces négociations, si elles doivent aboutir, ne se termineront pas sans un nouveau supplément de l'aide bilatérale française à l'Afrique. Il est aussi question d'accorder une aide à la Syrie, peut-être vingt-cinq milliards d'anciens francs. Et que dire de l'aide à l'Algérie! (Cf. note de la p. 262).

à déplorer que le « Français moyen » dispose d'un revenu par tête notablement plus faible que celui de l'Anglais moyen, et moitié moindre que celui de l'Américain moyen (1).

31. — L'examen du tableau III laisse aussi transparaître un troisième fait très fâcheusement remarquable : c'est que les quatre États, dispensateurs principaux de l'Aide Financière Internationale, n'ont jamais pu concerter leur politique en cette affaire, au point qu'ils en pratiquent *trois* différentes bien tranchées, quoique plus ou moins mêlées, que l'on peut, en schématisant beaucoup, qualifier de politique du don, politique du prêt et politique du commerce.

32. — La « politique du don » caractérise en tout premier lieu la pratique de la France, et celle des États-Unis : les dons des deux pays, pendant la seule année 1961, avoisinaient 3,5 milliards de dollars soit près de 60 % du total de leurs contributions globales, et probablement plus de 75 % des dons versés pendant cette même année par les « seize ». C'est en France que cette politique du don s'observe à l'état le plus pur, puisque les dons représentent plus de 62 % de l'aide française. Au total, la France a *donné* en 1961 environ 440 milliards d'anciens francs.

33. — Tout à l'opposé de la pratique française, la politique des prêts et des investissements caractérise l'Angleterre : en 1961, elle a prêté plus de 73 % de son aide globale, ce qui paraît un record chez les « seize ».

34. — Il existe une troisième politique plus ou moins combinée avec la précédente ; « la politique du commerce », qui semble essentiellement celle de l'Allemagne fédérale : c'est la volonté et l'art d'apporter l'aide nécessaire principalement *par* le développement du commerce avec le pays que l'on veut aider, tout en s'aidant soi-même. A l'appui de cette thèse, on peut relever le fait que pendant la période 1956-60 sur un total de « nouveaux crédits à l'exportation garantis » d'environ *deux milliards de dollars*, l'Allemagne fédérale pour sa seule part en a consenti *tout près de la moitié*. En outre les prêts de l'Allemagne ont souvent un caractère nettement commercial souligné par l'O. C. D. E. : « ... en Allemagne plus de 60 % des prêts accordés par le gouvernement en 1959 ont relayé des crédits déjà utilisés pour l'achat de marchandises allemandes ... le gouvernement a également consolidé pour 98 millions de dollars de crédits (à l'exportation) qui sans son intervention n'auraient sans doute pas été remboursés à l'échéance ».

La politique allemande en matière d'aide devrait donc être étudiée avec soin : outre qu'elle semble avoir pour elle le bon sens, qui, en cette affaire, est la chose du monde la moins bien partagée, elle paraît aussi tout à fait conforme aux vues récemment exprimées par le C. A. D.

35. — Naturellement chacun des « seize » pratique plus ou moins chacune des trois politiques ainsi définies, un dosage est inévitable et le dosage adopté caractérise la politique de chaque pays. Mais il n'en reste pas moins que ce dosage devrait être sérieusement étudié et qu'une politique, mûrement délibérée, et si possible *concertée* entre les « quatre » devrait remplacer l'empirisme désordonné qui prévaut, en matière d'aide, dans plusieurs capitales. Ce serait d'autant plus nécessaire que, si les Occidentaux n'ont pas de politique pour en avoir trop, le pouvoir soviétique, lui, en a une, et une seule.

(1) La France verse donc déjà trois fois plus que l'impôt de 1 % du revenu national souhaité par les Nations Unies à l'occasion de la « décennie pour le développement », mais elle reste seule juge de sa décision et de la répartition des fonds, au lieu de les mettre à la disposition du Secrétariat et de l'Assemblée des Nations Unies.

III. — L'AIDE INTERNATIONALE DU « BLOC SINO-SOVIÉTIQUE »

36. — Le fait le plus visible qu'impose tout d'abord l'examen du tableau III, c'est l'énorme écart entre la valeur globale de l'aide versée par le « monde libre » et celle versée par le « bloc sino-soviétique » : celui-ci, en 1960, n'a guère fourni que 2,25 % de l'aide totale versée au Tiers-Monde *non* soviétique, et pour l'ensemble de la période 1956-60 il ne lui a pas apporté plus de 2 % de l'Aide financière internationale, c'est-à-dire à peu près le tiers de l'apport, déjà très faible, du « bloc sino-soviétique » au commerce international avec ces pays.

Mais il faut souligner fortement que l'aide mutuelle intérieure des pays du bloc sino-soviétique les uns envers les autres n'est pas prise en considération (1) : c'est un peu comme si, pour évaluer l'aide totale de la France, on commençait par retrancher l'aide qu'elle fournit aux pays de la « zone franc ». Il n'en reste pas moins que vis-à-vis du Tiers-Monde *non* soviétique, c'est-à-dire du Demi-Monde extérieur à la fois au « monde libre » et au « bloc sino-soviétique », les possibilités d'aide de celui-ci apparaissent *extrêmement limitées* en comparaison de l'aide que ces pays reçoivent ou peuvent attendre des « seize » et plus particulièrement des « quatre » : États-Unis, France, Angleterre et Allemagne fédérale.

37. — L'aide « civile » apportée par le bloc sino-soviétique aux pays en voie de développement qui lui sont extérieurs a été évaluée différemment par l'O. C. D. E. et les rares auteurs soviétiques qui ont donné quelques indications à ce sujet. La plus récente évaluation d'origine soviétique a été communiquée en réponse à un article de M. Lucien Laurat, publié dans le *Figaro* du 5 juin 1962, sous le titre « L'aide soviétique aux pays sous-développés, un bluff » (2). Un expert soviétique, M. Rymalov, a donné à cette occasion diverses précisions (3) notamment la suivante : « Si mon collègue étudiait plus attentivement l'aide accordée par l'U. R. S. S. aux pays sous-développés, il verrait que, depuis 1955, l'U. R. S. S. a accordé à ces pays rien que sous forme de crédits avantageux à long terme près de trois milliards de roubles (à raison de 1 dollar = 0,9 rouble) pour l'essor de leur économie nationale. »

38. — Nous pouvons donc retenir que « depuis 1955 », sans doute depuis 1955 inclusivement jusqu'à 1961 inclusivement, soit en sept ans, l'aide soviétique est évaluée par M. Rymalov à près de trois milliards de roubles (4) c'est-à-dire à moins de 3,3 milliards de dollars, soit en moyenne à moins de cinq cents millions de dollars par an. A noter que la France, à elle seule, avait, pendant le même temps, *versé* effectivement plus du double de l'aide totale accordée par l'U. R. S. S., selon l'estimation même de M. Rymalov.

39. — Mais la différence est encore bien plus grande parce que, en réalité, selon l'usage soviétique, les chiffres cités par M. Rymalov concernent explicitement le montant des « crédits avantageux à long terme », c'est-à-dire le montant des engagements de paiement,

(1) Cette aide mutuelle est dispensée à l'intérieur du bloc sino-soviétique par un « Conseil d'Assistance Économique Mutuelle », dit « COMECON ».

(2) Le mot « bluff » est évidemment excessif pour qualifier une aide dont le montant total *versé* en 1960 dépassait tout de même *cinq* fois les dépenses pendant la même année de tout le programme « élargi » d'assistance technique des Nations Unies. Si l'aide soviétique est un « bluff », que faut-il alors penser du « programme élargi » ?

(3) Dans le *Figaro* du 24 juillet 1962.

(4) Il s'agit de roubles nouveaux.

bref le montant des *promesses* d'aide, et non pas le montant de l'aide *effectivement versée* depuis 1955.

Or le montant des *crédits*, et le montant des *paiements* peuvent et doivent nécessairement différer beaucoup sans que la bonne foi des parties puisse être mise en cause. « Le montant des *versements* effectués pendant une période donnée n'est pas forcément égal au volume des dons ou des crédits *consentis* pendant la même période. Entre la signature d'un accord de prêt, ou la *décision* d'accorder un don et la date à laquelle les fonds sont *effectivement déboursés* il s'écoule souvent beaucoup de temps... Voilà pourquoi les modifications du volume des prêts et des dons accordés peuvent être longues à se répercuter sur le montant des versements effectifs (1) ».

Et l'expert soviétique G. Skorov confirme : « ... un certain temps s'écoule toujours entre l'*octroi* d'un prêt et sa *réalisation* » (2).

40. — En évaluant à 750 millions de dollars (0,75 milliard) l'aide sino-soviétique *versée* pendant les cinq années de la période 1956-60, soit quelque 150 millions par an en moyenne, l'O. C. D. E. estime implicitement que l'aide *versée* par les soviétiques pendant cette période doit être de l'ordre de 30 % de celle qu'ils ont *promise* selon M. Rymalov ou même de l'ordre de 23 à 24 % si l'on admet que l'aide de l'U. R. S. S. atteint seulement les trois quarts de l'aide totale du bloc sino-soviétique. Cette estimation, techniquement très vraisemblable, paraît pêcher plutôt par excès que par défaut, en sorte que les chiffres avancés par M. Rymalov au sujet des *crédits octroyés* recourent et confirment les évaluations de l'O. C. D. E. relatives aux *paiements effectifs*.

Il n'y a donc pas lieu de mettre en doute le fait que l'aide *versée* par le bloc sino-soviétique au Tiers-Monde *non* soviétique, pendant la période 1956-61 a été tout au plus de l'ordre de 2 % de l'Aide Financière Internationale totale, et qu'elle n'a probablement pas atteint le *huitième* de l'aide effectivement versée par notre seul pays.

41. — On sait d'autre part que les soviétiques *donnent* peu ou pas, mais *prêtent* surtout, quoique à intérêts nominalement modérés. Mais l'aide soviétique est nécessairement, et toute entière, « liée », c'est-à-dire que, le rouble étant inconvertible, les pays qui obtiennent un crédit en roubles doivent nécessairement le consommer à 100 % par des achats à l'intérieur du bloc sino-soviétique. Nos collègues soviétiques doivent donc trouver assez inapplicable la recommandation récente du C. A. D. visant à « délier » l'aide (3).

L'*obligation* d'acheter uniquement à l'intérieur du bloc sino-soviétique implique naturellement celle d'accepter les *prix* fixés par les sino-soviétiques que ces prix soient fixés en monnaie ou en produits d'échange. Cette obligation peut naturellement se répercuter sur le taux d'intérêt réel : il peut suffire de variations relativement faibles, mais cumulant leurs effets, sur les prix d'achat *et* de vente aux soviétiques pour doubler en réalité le taux d'intérêt nominal.

42. — La diplomatie soviétique ne sent que trop le décalage entre la propagande et la réalité, mais elle le compense, selon le style qui lui est propre, par l'insulte. Lors par exemple des conversations de Prague, début juin 1962, entre la délégation du Mali, conduite par M. Modibo Keita, d'une part, et le président Novotny et les dirigeants tchécoslovaques d'autre part, un communiqué fut publié attaquant « certaines puissances (lisez : la France)

(1) O. C. D. E., op. cit. (b) parag. 30.

(2) Cf. *Tiers-Monde*, octobre-décembre 1960, p. 493.

(3) (g) Des efforts concertés devraient être faits afin de renverser la tendance à l'augmentation du pourcentage de l'aide « liée » (C. A. D.-réunion des 25 et 26 juillet 1962).

qui, sous couvert d'une aide économique veulent maintenir leur influence dans les anciennes colonies ». L'anecdote, trop réelle, illustre un autre aspect qui est l'essentiel de l'aide internationale du bloc soviétique : c'est une arme de choix dans la stratégie de la guerre froide.

43. — L'expert soviétique G. Skorov, déjà cité, est sur ce point très explicite : « l'essentiel, dit-il, réside dans le fait que l'aide des pays socialistes a miné le monopole mondial du capitalisme dans la livraison de l'équipement technique moderne aux pays sous-développés, l'octroi de crédit à ces pays, et l'achat chez eux de matières premières... Grâce aux Russes les pays sous-développés peuvent déclarer aujourd'hui à un négociateur occidental irrité : « Fort bien, si vous refusez de nous fournir une aciérie à nos conditions, nous connaissons quelqu'un d'autre qui nous la livrera ». Ainsi le renforcement sans précédent de la position des pays sous-développés vis-à-vis des plus grandes puissances industrielles du monde constitue le premier résultat du coup décisif porté au monopole de l'Occident (1). »

Autrement dit, pour le but cherché, il n'est pas nécessaire, il n'est surtout pas souhaitable, que l'aide soviétique soit importante, il suffit qu'elle soit, ou même simplement qu'elle puisse être. C'est une aide « in being », un peu comme à Scapa Flow la flotte anglaise, immobile et retranchée, était une flotte « in being ».

44. — Mais pour donner à la menace de leur aide, car c'est ainsi que G. Skorov présente la chose, toute la consistance nécessaire, il faut cependant que les soviétiques en manifestent l'existence de façon spectaculaire. A cet effet ils la concentrent sur un petit nombre de pays, une quinzaine pour l'essentiel. La plupart ont été ou sont en conflit avec au moins l'un des « quatre », comme Cuba, le Mali, la Guinée, l'Inde, l'Indonésie, l'Irak, l'Égypte, la Syrie, le Yémen; d'autres sont limitrophes du bloc sino-soviétique comme l'Afghanistan, la Finlande, la Birmanie ou la Turquie; d'autres enfin sont des nations « socialistes » mais pas toujours dociles comme la Yougoslavie.

L'aide soviétique, ainsi limitée à peu de pays réussit naturellement à contribuer dans chacun à des réalisations très spectaculaires comme une aciérie, une usine d'engrais ou de construction mécanique, etc. Il n'est naturellement pas question « d'éponger » le déficit budgétaire, de s'engager dans la tâche ingrate du « développement communautaire », de contribuer à l'administration des pays où l'administration locale est pratiquement inexistante, etc. car tout cela ne se voit pas (2).

(1) G. SKOROV, Op. cit., p. 494. C'est G. Skorov lui-même qui souligne.

(2) Les distributions de blé à l'Algérie sont caractéristiques de la méthode des Soviétiques. Le neuf août dernier eut lieu à Alger une cérémonie officielle pour la remise, par M. Kaverine, premier secrétaire de la mission diplomatique de l'U. R. S. S., de 6 500 tonnes de blé apportées la veille par le cargo *Ugle Uralsk*. Pendant que l'U. R. S. S. distribuait ainsi solennellement à l'Algérie l'équivalent de 700 grammes de blé par habitant, le ministre français de l'information annonçait que la France lui refusait 36 milliards d'anciens francs.

En réalité (Cf. *Le Monde*, 10 août 1962) le gouvernement français, qui n'est tenu par les accords d'Évian qu'à maintenir l'aide d'équipement à l'Algérie, a décidé de confirmer la totalité des crédits inscrits dans la loi de finances pour 1962, y compris les crédits de fonctionnement. En dépit de l'indépendance de l'Algérie les sommes inscrites au budget sont donc payées au nouvel État pendant le second semestre comme pendant le premier. C'est-à-dire que la France donne, pour commencer, l'équivalent des dépenses budgétaires de l'Algérie pour le second semestre 1962.

Or le budget de l'Algérie pour 1962 se présentait comme suit :

— dépenses de fonctionnement (Algérie et Sahara) . . .	789,3 millions NF
— dépenses d'investissement (Algérie et Sahara)	1.028,8 — d° —

Il n'est donc pas excessif d'évaluer à quelque 90 milliards d'anciens francs les dons de la France au nouvel État au titre du second semestre 1962.

Ce que M. Mannoni, délégué aux finances de l'Exécutif Provisoire, était venu demander au début d'août dernier c'était en réalité un don supplémentaire (et non pas une avance) de trente-six milliards s'ajoutant aux crédits de fonctionnement déjà prévus pour le second semestre et bénévolement maintenus après l'indépendance. Le gouvernement français a refusé la « rallonge » motif pris de ce que la plupart des nouveaux crédits ne paraissent pas spécialement indispensables ou urgents, par exemple cinq milliards pour les « dépenses

45. — Par cette stratégie les sino-soviétiques sont parvenus à de grands résultats avec de faibles moyens. Lors même qu'ils n'aident que très peu, ou pas du tout, un pays sous-développé, celui-ci leur est néanmoins reconnaissant simplement d'être là, au moins virtuellement, car il sent, il croit, il voit que si une aide importante soviétique n'était pas toute prête à se matérialiser, il n'aurait pas obtenu d'aide du « monde libre », ou pas une aide aussi importante, à d'aussi bonnes conditions. Ainsi les Soviets retirent non seulement le bénéfice moral de l'aide qu'ils accordent effectivement, ou qu'ils promettent, mais aussi, et en supplément, ils obtiennent le crédit moral de celle, beaucoup plus importante, accordée par le « monde libre ». Celle-ci les pays en voie de développement la reçoivent parfois en ricanant, ou en crachant dans la main qui les aide, pour faire monter vers le pouvoir des Soviets l'encens de leur gratitude.

46. — Le bloc sino-soviétique obtient de surcroît un autre résultat extrêmement important : alors qu'il concentre ses faibles forces il oblige le « monde libre » à disperser les siennes, c'est-à-dire à disperser entre une multitude de pays et de projets une aide sans cesse et vainement croissante. Il n'est pas exclu que les Soviets ne parviennent ainsi à inciter ou même obliger les « quatre » à des entreprises de plus en plus gigantesques qui finalement compromettront leur propre économie et leur propre développement : ce n'est pas la même chose pour la France, par exemple, que de distribuer *chaque année* au-delà des mers six à sept cents milliards d'anciens francs, c'est-à-dire sept à huit fois plus que les Soviets, ou d'employer chaque année *la même* somme à doubler sa production d'électricité par l'équipement d'usines marémotrices ou de centrales atomiques, ou pour expédier divers objets dans l'espace, puisque c'est la mode, ou tout bêtement pour construire *chez elle* les logements et les universités dont les Français ont besoin.

Il n'est que trop évident que c'est la seconde politique et non pas la première qui donnerait à la France et à la Communauté d'Europe le maximum de prospérité et de *puissance effective*. Le sénateur Pellenc signalait tout récemment que la progression des investissements en France même s'est beaucoup ralentie pendant les quatre premières années de la V^e République. Or pendant ces mêmes années 1958-61 la France a dispersé au-delà des mers quelque 2 500 milliards d'anciens francs, dont 1 500 milliards en *purs dons*. Et ces *dons* équivalaient aux cinq milliards d'or autrefois payés par la France vaincue à l'Allemagne victorieuse.

47. — Déjà des craquements se font entendre dans l'économie des États-Unis dont la balance des comptes est devenue *déficitaire*. En 1961 ce déficit atteignait encore 2,5 milliards de dollars c'est-à-dire un montant pratiquement équivalent à celui des seuls *dons* des États-Unis aux pays sous-développés pendant la même année. Il ne s'agit sans doute là que d'une coïncidence, et il est fort probable que l'aide internationale n'est pas la seule cause ni même la cause principale de ce déséquilibre. Mais il est clair aussi que le fait de soustraire à l'économie nationale pour distribuer au reste du monde un total de biens et

diplomatiques » (d'un semestre). En outre il a été fait observer à M. Mannoni « que de nombreuses dépenses inscrites dans la loi de Finances ne seront pas exécutées cette année (en Algérie)... et qu'une compensation peut donc être obtenue entre les *dépenses* nouvelles provoquées par l'indépendance et les *économies* résultant de la situation politique actuelle ». Mais le Gouvernement Français n'a pas refusé de consentir à la République Algérienne des avances de trésorerie, dites « remboursables », qui, tout au long du second semestre 1962, ont pris une effrayante ampleur.

A noter d'autre part que le sort du budget des recettes demeure inconnu, à supposer que des recettes puissent être recouvrées en Algérie. Alors que les dépenses du nouvel État pendant le second semestre 1962 sont ainsi prises en charge par la France, les recettes budgétaires du même second semestre seront-elles acquises à l'Algérie? On ne peut que poser la question car il ne semble pas que des précisions officielles aient été données à ce sujet.

services égal à quatre ou cinq milliards de dollars par an ne contribue pas au redressement de l'économie américaine, car ce total manque évidemment aux investissements nécessaires. Que serait-ce si les États-Unis dépensaient la même proportion de leur revenu national que la France, ce qui équivaldrait à quelque treize ou quatorze milliards de dollars par an?

*
*
*

48. — L'accélération galopante de l'Aide Financière Internationale obligera bientôt, par son excès même, à reviser et repenser tout le problème. Face à la politique des Soviets, qui transpose à l'aide internationale la stratégie du jeune Bonaparte dans les plaines d'Italie, en butte à l'ardente convoitise d'immenses multitudes éperdues de besoin et d'envie, l'Occident ne peut continuer sans plan ni concert à disperser vainement d'énormes ressources au hasard de l'événement, au-devant de l'insulte. Inventeur d'une civilisation dont les signes extérieurs et les slogans se propagent sur toute la planète à la vitesse d'un incendie d'été, il doit inventer encore, il doit maintenant intégrer l'Île Nue.

Or l'Occident sait déjà, par une expérience de quinze ans, que ses conseils, ses dons, ses quincailleries diverses, au besoin atomiques, tout cela peut humilier, corrompre ou fasciner — mais non intégrer à sa civilisation. Il faut donc trouver autre chose.

49. — Il n'est pas exclu que cet « autre chose » ne soit en définitive une *planification mondiale* du commerce avec les pays en voie de développement, autrement dit une planification du commerce des « biens primaires exotiques ». La France et la Communauté d'Europe ont déjà proposé quelque chose de ce genre pour résoudre le cas particulier du « Commonwealth Blanc » et de quelques produits agricoles. L'idée peut se généraliser et conduire enfin les « quatre » et la Communauté, et une moitié du monde avec eux, à la stratégie du salut.

Il est peut-être grand temps de prendre sérieusement en main les « cours mondiaux », fauteurs de désastres (1), et de créer une Organisation capable de les maintenir, au besoin

(1) Cf. Guy CAIRE, *L'U. R. S. S. et l'aide économique au Tiers-Monde*, in *Tiers-Monde* (octobre-décembre 1960) qui cite les faits suivants : « ... De 1952 à 1954 les pays d'Asie du Sud-Est ont reçu une aide financière d'environ 3 milliards de dollars, mais ... la valeur de leurs exportations au cours des mêmes années a diminué de plus de 7 milliards de dollars par suite de la chute des prix des matières premières... selon une étude de l'O. N. U. la baisse des produits primaires consécutive à la dernière récession américano-européenne (1957-1958) a coûté au Tiers-Monde l'équivalent de six années de prêts de la Banque mondiale (Drouin, *Le Monde*, 8 mars 60).

Dans *Le Monde* du 18 septembre 1962 M. Drouin signale que « pour un grand nombre de matières premières, la tendance reste obstinément à la baisse. L'indice du Financial Time, qui fait autorité, a reculé de 2 % depuis un mois et de 7 % depuis un an ».

Le petit tableau ci-après, en forme de mercuriale, présente d'après *International Financial Statistics*, (novembre 1962), et depuis 1954, première année après la fin de la guerre de Corée, le résumé tout sec de la baisse des « cours mondiaux » constatée sur plusieurs denrées et matières premières qui déterminent la prospérité de nations entières. Les cours sont donnés en dollars des États-Unis pour cent pounds de marchandises, sauf en ce qui concerne le pétrole du Koweït, dont l'unité cotée est le « barrel ».

	1954 (moyenne)	1962		Baisse		1954 (moyenne)	1962		Baisse
		cours	date				cours	date	
Café de Colombie	79,98	40,45	Sept.	49 %					
Cacao du Brésil	50,84	20,81	1 ^{er} trim.	59 %	Nitrates du Chili	366,67	219,10		
Cacao du Ghana	49,39	21,64	— d ^e —	56 %	Pétrole de Koweït	1,72	1,59	août	8 %
Coprah de Ceylan	9,26	6,95	Sept.	25 %	Plomb du Mexique	11,84	8,78	2 ^e trim.	26 %
Coton d'Égypte	54,70	36,50	Août	33 %	Ris de Birmanie	5,82	4,07	2 ^e trim.	30 %
Coton du Mexique	34,90	26,50	Juill.	24 %	Tabac de Turquie	61,80	51,80	juil.	16,5 %
Huile de noix de Coco (Ceylan)	12,50	9,55	Sept.	24 %	Thé de Ceylan	68,20	49,90	Sept.	27 %
Laine d'Uruguay	75,10	56,70	2 ^e trim.	25 %	Zinc du Mexique	9,54	7,91	juillet	17 %
<i>A reporter</i>	<i>366,67</i>	<i>219,10</i>			<i>Total</i>	<i>562,29</i>	<i>375,05</i>		<i>33 %</i>

artificiellement, à un niveau assez stable et rémunérateur pour que le paysan de l'Ile Nue, qui se nomme « Tiers Monde », puisse *acheter* sur ses « bénéfices normaux » un canot à moteur et une motopompe, à moins qu'il ne préfère une 2 CV et un tracteur si son Ile Nue se trouve être le Cameroun ou le Pérou (1).

50. — Il ne semble pas qu'une telle stratégie excéderait les forces du « monde libre » bien au contraire, ni surtout qu'elle coûterait plus que l'aide actuelle. Les « quatre » et la Communauté assument à eux seuls les trois quarts, ou presque, du commerce avec la moitié non soviétique de l'humanité, mais cette prodigieuse puissance, qui suffirait à changer la face du monde, reste entre leurs mains comme un trésor inutile. C'est pourtant l'arme secrète de la victoire décisive dans la lutte pour le développement, et *cette arme, ils la détiennent seuls*. Le succès est tellement à leur portée qu'il ne dépend que de leur accord et de leur détermination à eux cinq, les quatre et la Communauté. Et leur chance est telle que nul ne peut réussir à leur place ni contre eux.

51. — Les misérables du « Tiers-Monde », insultés par l'opulence d'un Occident qu'ils haïssent pour sa supériorité, le somment de livrer son secret, de leur faire part de ses biens et de ses jeux. Mais, au fond, qu'en exigent-ils surtout? Qu'il montre du génie.

Marcel TORTI

DISCUSSION

Monsieur CHEVRY fait remarquer que ce n'est sans doute pas par hasard que les pays en voie de développement ne se trouvent pas n'importe où sur la surface du globe. On les rencontre à peu près tous dans les zones équatoriales ou tropicales, où le climat rend le travail particulièrement pénible et où les populations ne sont pas réputées pour leur ardeur au travail. On connaît même des régions d'Asie où les autochtones refusent systématiquement tout effort dépassant celui qui est juste suffisant pour assurer des besoins essentiels d'un niveau très médiocre. Dans ces conditions, n'est-il pas à craindre qu'une aide à de tels pays ne doive se prolonger très longtemps et ne serait-il pas sage de la part des fournisseurs de cette aide, de s'assurer de l'usage qui en est fait?

M. le Dr. Norbert MARX. — Un des orateurs a parlé de son expérience dans les anciennes colonies en indiquant qu'il a très souvent constaté que les habitants manquent d'ardeur au travail et se contentent, si possible du « minimum vital ».

Le Dr Marx remarque que ce « manque d'amour » du travail est très souvent causé par des maladies débilitantes très répandues dans les régions tropicales et subtropicales.

Lui-même a eu l'occasion d'étudier pour un service du B. I. T. à Genève les problèmes sanitaires des nouvelles républiques francophones de l'Afrique qui ont l'intention d'intensifier leurs systèmes de Sécurité Sociale.

Or il a relevé par exemple, dans les rapports de la République Arabe Unie, que 75 % de la population rurale est actuellement atteinte par la Bilharziose. Les symptômes prin-

(1) Cf. la proposition française à la 34^e session du Conseil Économique et Social des Nations Unies. « Nous considérons que la solution du problème posé par le déclin des prix des matières premières se trouve dans un effort délibéré de relèvement de ces prix jusqu'à un niveau suffisant pour couvrir le coût de production, permettre un prélèvement en faveur des budgets ordinaires et laisser une marge pour les investissements. » C'est, transposée au Tiers Monde, la définition thomiste du « juste prix ».

cipaux de cette affection sont, selon sa localisation — vessie — une hématurie chronique (sang dans les urines), ou — intestins — une hémorragie chronique (sang dans les selles). Ces pertes continues de sang diminuent fortement la capacité des fellahs au travail.

Or ce qui est encore plus grave, cette maladie qui est transmise par l'intermédiaire de mollusques vivant dans les fleuves et rivières est répandue maintenant dans les régions désertiques, par exemple en Irak par les canaux d'irrigation qui y sont construits.

Une autre maladie très débilitante de ces régions est le paludisme sous ses différentes formes : fièvre tierce bénigne, fièvre quarte, etc., dont d'après les rapports de l'OMS de Genève souffrent des centaines de millions d'êtres sous les tropiques. Ses accès de fièvre chronique diminuent fortement la force des Travailleurs.

Il faut y ajouter encore les différentes formes de la dysenterie qui sont très répandues dans tous les pays tropicaux et subtropicaux. Les symptômes principaux sont une diarrhée chronique avec 10 à 15 selles par jour, plus une hémorragie.

Enfin il faut rappeler aussi la malnutrition dont souffre les mêmes populations. La cause est très souvent une nourriture monotone, mal équilibrée, due à la pauvreté et à l'ignorance des masses.

En plus il y a la sous-alimentation chronique du Tiers-Monde dont on parle maintenant si souvent dans les journaux.

Nous voyons ainsi que l'incapacité de ces populations à un travail continu a comme cause des maladies chroniques et endémiques qui ne nécessitent pas d'hôpitaux, mais des services sanitaires prophylactiques appropriés.

TABLEAU I

Les deux blocs et le Tiers-Monde non soviétique en 1960

	Superficie	Population	Densité		Superficie	Population	Densité
	(1 000 km ²)	1960 (millions)	par km ²		(1 000 km ²)	1960 (millions)	par km ²
	(1)	(2)	(3)		(1)	(2)	(3)
A. — LE MONDE LIBRE INDUSTRIALISÉ				B — LE BLOC SINO-SOVIÉTIQUE			
<i>C. E. E.</i> (4)	1 166,0	169,3	145	<i>EUROPE DE L'EST</i>	1 016,9	98,6	96
— Allemagne Fédérale	248,0	58,4	215	— Albanie	28,7	1,6	56
— Belgique Luxembourg	88,1	9,5	287	— Allemagne de l'Est	107,4	17,2	160
— France	551,8	45,5	88	— Bulgarie	110,7	8,0	72
— Italie	301,2	49,4	164	— Hongrie	98,0	10,0	108
— Pays-Bas	82,5	11,5	364	— Pologne	311,7	29,7	95
<i>E. F. T. A.</i> (5)	1 277,9	89,8	70	— Roumanie	237,5	18,4	78
— Autriche	88,8	7,1	85	— Tchécoslovaquie	127,9	13,7	107
— Danemark	49,0	4,6	107	<i>U. R. S. S.</i> (15 Républiques)	22 408,0	212,3	9
— Norvège	323,9	3,6	11	<i>CHINE POPULAIRE</i> (7)	9 781,0	680 (?)	70
— Portugal	92,2	9,1	99	— Mongolie Ext ^{re} (7)	1 581,0	1 (?)	1
— Suède	449,7	7,5	17	— Corée du Nord (7)	124,0	8	64
— Suisse	41,3	5,4	131	— Vietnam du Nord (7)	155,2	15,7	101
— U. K. (Royaume-Uni)	244,0	52,5	215	LE BLOC SOVIÉTIQUE	34 991,1	1 015,6	38
<i>C. E. E.</i> et <i>E. F. T. A.</i>	2 443,9	259,1	106	C — LE TIERS MONDE NON SOVIÉTIQUE (7)	68 495	1 435 (?)	21
COMMONWEALTH BLANC	19 170,7	46,4	2	<i>EUROPE</i>	1 681,8	85,4	51
— Australie	7 704,2	10,3	1	— Chypre	9,3	0,6	65
— Nouvelle-Zélande	268,7	2,4	9	— Espagne	503,5	30,1	67
— Union Sud-Africaine (6)	1 233,4	15,8	1	— Grèce	132,6	8,3	68
— Canada	9 974,4	17,9	2	— Turquie	780,6	27,8	35
ÉTATS-UNIS	9 868,4	180,7	19	— Yougoslavie	255,8	18,6	78
JAPON	369,7	93,4	252	<i>AFRIQUE</i> (55 états ou territoires)	29 066	248 (?)	9
MONDE LIBRE INDUSTRIEL	31 347,7	584,0	18	<i>ASIE</i> (41 états ou territoires) et <i>OCÉANIE</i> (7)	15 049	892 (?)	59
				<i>AMÉRIQUE</i> (38 états et territoires)	22 698	210 (?)	9

(1) D'après l'Annuaire Statistique de la France, 1961.

(2) D'après le Bulletin Mensuel de Statistique des Nations Unies.

(3) Calculs de l'auteur.

(4) Communauté Économique Européenne, que selon leur usage, les anglo-saxons préfèrent nommer à l'envers E. E. C. (European Economic Community).

(5) Exchange Free Trade Area. On a conservé les initiales anglo-saxonnes puisqu'il s'agit d'une invention anglaise : la zone de libre échange.

(6) L'Union Sud-Africaine ne fait plus partie du Commonwealth, mais les statistiques internationales ont conservé l'usage de la ranger dans le « Commonwealth blanc ».

(7) Ces chiffres de population sont largement approximatifs et donnés sous toutes réserves.

TABLEAU II
Exportation vers le Tiers-Monde (1)

En provenance de	MONDE LIBRE INDUSTRIALISÉ										BLOC SINO-SOVIÉTIQUE				TOTAL Monde libre industrialisé et bloc sino-soviétique	
	C. E. E.		E. F. T. A.		Commonwealth blanc		États-Unis		Japon		U. R. S. S. et Europe orientale		Chine populaire ETC (4)			
	1960	1961	1960	1961	Australie Nouvelle-Zélande Afrique Sud (5)	Canada	1960	1961	1960	1961	1960	1961	1960	1961		
(a) Total Mondial (2)	29 790	32 330	18 220	19 090	3 920	5 560	5 790	20 370	20 670	4 050	4 240	12 980	2 040	1 680	96 870	102 010
1) global (en millions de \$ U. S. A.)	115	123	103	171	419	311	323	113	114	43	45	42	3	3	15 795	16 485
2) par tête (en \$ U. S. A.) (3)	6 520	7 170	3 450	3 780	1 250	1 090	1 030	2 250	1 950	230	245	880	95	109	20 365	22 760
C. E. E.	10 250	11 000	4 930	4 800	680	455	490	3 410	3 520	175	210	930	135	80	15 795	16 485
E. F. T. A.	6 520	7 170	3 450	3 780	1 250	1 090	1 030	2 250	1 950	230	245	880	95	109	20 365	22 760
Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud	610	580	1 680	1 500	205	180	145	740	610	225	170	19	14	9	3 673	3 186
Canada	295	310	680	700	56	36	57	3 640	3 580	120	115	16	16	3	4 813	4 784
États-Unis	2 240	1 520	1 620	1 400	320	3 140	3 170	1 350	1 170	1 110	1 070	78	79	—	8 408	8 399
Japon	210	805	130	205	380	185	230	1 350	1 710	—	—	83	28	42	2 346	3 172
(b) Exportations vers le monde libre	20 125	22 455	11 790	12 385	2 921	5 050	5 065	11 370	11 370	1 860	1 810	2 006	278	234	55 400	58 776
U. R. S. S.	410	450	225	235	41	9	24	39	46	60	65	2 840	1 000	—	4 624	—
Europe orientale	580	650	420	510	59	29	70	155	95	4	12	5 240	360	240	6 847	7 289
Chine populaire ETC (4)	240	120	130	60	42	9	120	—	—	10	28	1 380	—	—	1 811	—
(c) Exportations vers le bloc sino-soviétique	1 250	1 220	775	805	142	47	214	194	141	74	103	9 460	1 360	—	13 282	—
(d) Reliquat à destination des autres pays	8 375	8 655	5 655	5 900	557	463	511	8 806	9 159	2 116	2 327	1 514	402	—	28 188	—
(d) - (a) - (b) - (c)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Extrait du *Bulletin mensuel de Statistique des Nations Unies, juin 1962*
 (2) Il s'agit du total des exportations de chaque pays, après déduction des réexportations, mais sans déduction des exportations des pays d'un même groupe les uns vers les autres. Par exemple les exportations globales de la C. E. E. sont le total des exportations de l'Allemagne, de la France et des quatre autres États de la C. E. E. Leurs exportations internes, les uns vers les autres, sont données en regard de la ligne C. E. E. à l'intersection de la colonne C. E. E. ; 10 250 en 1960 et 11 000 en 1961, de sorte que le commerce extérieur de la C. E. E. n'a été que de 19 480 en 1960 et 20 430 en 1961.
 (3) Les exportations par tête, indiquées pour la C. E. E. sont calculées en divisant les exportations cédérées de la C. E. E. par le total de sa population en 1960. De même pour l'E. F. T. A. Pour chacun des autres pays ou groupes de pays, on a divisé le total brut des exportations mondiales par la population en 1960.
 (4) ETC signifie : Mongolie Extérieure, Vietnam du Nord et Corée du Nord car il n'a pas été possible de relever les exportations de ces différents pays vers la Chine et réciproquement. Les chiffres de la ligne Chine ETC, comme ceux de la colonne Chine ETC indiquant les exportations venant de, ou à destination de, « sous bloc » Chine, Mongolie, Vietnam et Corée du Nord.
 (5) L'Union Sud Africaine n'est retirée du Commonwealth, néanmoins les statistiques internationales continuent à la classer avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

TABLEAU III

L'aide financière internationale — Versements effectifs en milliards de \$ des U. S. A. (1)

	Popula- tion (millions) (6)	Revenu national (mil- liards de \$ U. S. A.) (6)	Dons des États		Total des dons (9)	Prêts et investissements		Prêts à des banques intern. de deve- loppe- ment (9)	Total des prêts et inves- tis- se- ments (10)	Crédit à l'expor- tation (11)	Aide financière		
			bilaté- raux (7)	dons et pp ^{on} a des orga- nismes intern. (8)		des États (10)	Secteur privé (11)				Total (mil- liards de \$) (12)	Par tête (\$) (13)	% Revenu national (14)
<i>Les « seize »</i>													
1950-55 (moyennes annu- elles) (2)			1,2	0,1	1,3	0,6	1,3	0,1	2,0	0,2	3,5		
1956-59 (3)			9,49	0,92	10,41	5,27	9,80	0,98	16,00	1,47	27,88		
1960 (4)			2,67	0,57	3,24	1,53	2,37	0,25	4,15	0,49	7,88		
1961 (5)	559,3				4,6						9,25	16,5	
1956-61					18,25						45,00		
<i>Le Bloc Sino-Soviétique</i>													
1956-59 (10)				0,02					0,55		0,57		
1960 (11)	1 015 (?)										0,18		
1956-60											0,75		
<i>Les « Quatre »</i>													
1956-59 (3)			8,68	0,66	9,34	4,62	8,18	1,04	13,84	1,18	24,36		
1960 (4)		568,8	2,43	0,45	2,88	1,43	1,79	0,18	3,40	0,27	6,55	1,15 %	
1961 (5)	388,5		3,39	0,49	3,88	1,28	2,12	0,22	3,62	0,20	7,70	22,8	
1956-61			14,50	1,60	16,10	7,33	12,09	1,44	20,86	1,65	38,61		
<i>États-Unis</i>													
1956-59 (3)			5,33	0,25	5,58	3,30	4,67	0,55	8,52	— 0,02	14,08		
1960 (4)	180,7	417,1	1,48	0,24	1,72	1,05	0,89	0,12	2,06	0,00	3,78		0,91 %
1961 (5)	188,7	430,2	2,29	0,29	2,58	0,83	1,22	0,00	2,05	n.d.	4,63	25,2	1,07 %
1956-61			9,10	0,78	9,88	5,18	6,78	0,67	12,63	— 0,02	22,49		
<i>France</i>													
1956-59 (3)			2,48	0,08	2,56	0,63	1,45	0,02	2,10	0,17	4,83		
1960 (4)	45,5	43,5	0,71	0,06	0,77	0,08	0,35	0,01	0,44	0,08	1,29		2,97 %
1961 (5)	46,0	47,2	0,79	0,09	0,88	0,06	0,31	0,01	0,88	0,15	1,41	30,7	2,99
1956-61			3,98	0,23	4,21	0,77	2,11	0,04	2,92	0,40	7,53		
<i>Royaume-Uni</i>													
1956-59 (3)			0,56	0,22	0,78	0,34	1,76	0,03	2,18	0,24	3,15		
1960 (4)	52,4	56,9	0,17	0,09	0,26	0,13	0,44	0,00	0,57	0,03	0,86		1,51 %
1961 (5)	52,8		0,21	0,04	0,25	0,20	0,43	0,00	0,63	— 0,02	0,86	16,3	
1956-61			0,94	0,35	1,29	0,67	2,63	0,03	3,33	0,25	4,87		
<i>Allemagne Fédérale</i>													
1956-59 (3)			0,31	0,11	0,42	0,35	0,30	0,44	1,09	0,79	2,30		
1960 (4)		51,3	0,07	0,06	0,13	0,17	0,11	0,05	0,33	0,16	0,62		1,21 %
1961 (5)	56,4		0,10	0,07	0,17	0,19	0,16	0,21	0,56	0,07	0,80	14,2	
1956-61			0,48	0,24	0,72	0,71	0,57	0,70	1,98	1,02	3,72		

(1) Les dépenses sont indiquées généralement jusqu'au centième de milliard de dollars, c'est-à-dire qu'elles sont approchées à 5 millions de dollars près.

(2) Cf. brochure (a) de la note (1) du texte, p. 8.

(3) D'après le tableau II de la brochure (a) op. cit.

(4) D'après le tableau 2 de la brochure (b) op. cit.

(5) D'après le document (2) op. cit. chiffres provisoires.

(6) D'après *International Financial Statistics*, 1962, sauf le revenu de la France en 1961, chiffre provisoire, qui est indiqué d'après le rapport de la Commission des Comptes de la Nation. La conversion en dollars a été effectuée d'après le taux de parité au Fonds Monétaire International.

(7) Y compris les réparations et indemnités à la charge de l'Allemagne, du Japon, de l'Italie, environ 0,5 milliard de dollars depuis 1956.

(8) Il s'agit des cotisations aux divers organismes d'assistance technique et de secours des Nations-Unies (Programme Élargi, Fonds spécial, Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance, dit UNICEF ou FISE, Agence pour le relèvement de la Corée, UNKRA, et Agence pour les réfugiés palestiniens, UNWRA), des dons au Fonds Européen de Développement institué par la Communauté, des souscriptions au capital de la B. I. R. D. et de sa filiale S. F. I., ou I. F. C. (Société Financière Internationale), des participations au capital de l'autre filiale l'Association Internationale pour le Développement (A. I. D. ou I. D. A.) et au capital de la Banque Interaméricaine de Développement (B. I. D.) créée en 1960 par l'O. E. A. (Organisation des États Américains).

(9) Il s'agit de prêts contractés par la B. I. R. D. nets des remboursements et des prêts aux pays intéressés.

(10) Cf. paragraphe 13 de la brochure (a) op. cit.

(11) Cf. paragraphe 8, page 14 de la brochure (b) op. cit.

(12) Calculs de l'auteur.